

Tribune libre

- Les opinions exposées ci-dessous n'engagent que leurs auteurs -

Souvenirs et réflexions sur le présent et le futur

Roselyne MOGIN-MARTIN (72 L FT)

Je reçois, en ce mois de juillet, le bulletin n° 1/2011, et sa lecture vient raviver un certain nombre de réflexions qui me trottent depuis longtemps dans la tête.

Pour me situer brièvement, je suis entrée à l'école en 1972, j'en suis sortie agrégée d'espagnol en 1976, et j'y suis « revenue » de 1996 à 2001, comme membre du jury de l'oral du concours d'entrée. Entre temps, j'ai effectué une carrière de professeur du secondaire dans un lycée de la France profonde, (pendant huit ans) et j'ai travaillé en parallèle, « le soir à la veillée » sur une thèse de troisième cycle, comme on disait alors, qui m'a permis d'être recrutée en 1985 comme maître de conférences à l'Université. Je suis ensuite devenue professeur des Universités, j'ai changé d'établissement, et j'espère pouvoir prendre ma retraite à l'horizon 2014, si la loi ne modifie pas une nouvelle fois les conditions à remplir. Je suis donc « en fin de carrière », et en lisant ces dernières années les bulletins de l'association, j'ai l'impression d'appartenir à une autre époque !

En ces temps reculés, être à Fontenay ou à Saint-Cloud (les Écoles n'étaient pas encore mixtes), c'était avoir réussi un parcours d'excellence, et surtout avoir décroché le « gros lot », les quatre ans de salaire qui allaient permettre de faire des études sans se préoccuper de problèmes financiers. Le dernier bulletin, via les souvenirs de camarades plus âgées, évoque souvent les origines sociales, ce qui m'a rappelé le souvenir d'un certain nombre de mes camarades de l'époque : Maria, fille d'émigrés espagnols à la situation financière modeste, Louise, fille de concierges, Monique, Dominique, Annick, filles de petits employés, Michèle, fille d'instituteur, Martine, fille d'agriculteurs, etc... Elles étaient brillantes et volontaires, et sans doute auraient-elles réussi à faire des études sans être normaliennes, mais elles auraient été obligées de travailler, et cela aurait été beaucoup plus dur. Il y avait certes des élèves en situation familiale plus florissante, mais je ne me souviens de personne pour qui le salaire était simplement de « l'argent de poche ». Et nous avons toutes le désir d'être professeur, surtout en lycée ou collège, la faculté n'étant pas une préoccupation immédiate. Et l'École c'était aussi l'endroit où on était le mieux préparée à l'agrégation, sésame indispensable pour exercer ce métier dans les meilleures conditions. Tout n'était sans doute pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, dans la mesure où nous traversions une période d'austérité budgétaire, et où le nombre des postes aux concours se réduisait comme peau de chagrin. De plus, nous devinions qu'il ne suffisait pas d'être agrégé pour être un bon professeur, mais notre formation ne prévoyait rien d'autre. Cependant, pour la majorité des élèves, Fontenay était une chance que leur offrait la République, et nous étions prêtes, via notre futur métier, à rendre ce que nous avions reçu.

Or, j'ai l'impression maintenant, à la lecture du bulletin, que les actuels élèves de l'école pensent à toutes sortes d'avenirs, sauf à celui du métier d'enseignant. Ne serait-il pas assez reluisant pour les brillants cerveaux qu'ils sont ? Est-il devenu si « ringard », le contrat qui était la raison d'être de l'École : l'État salarie les étudiants méritants, qui en échange s'engagent à servir dans la fonction publique ?

Il est vrai que ce contrat initial a subi un certain un certain nombre d'avenants, qui l'ont rendu bien plus draconien, et ont profondément modifié le système. Lorsque je suis revenue en tant que membre du jury en 1996 -- soit 20 ans après mon agrégation --, j'ai eu la mauvaise surprise de constater qu'il y avait à peu près le même nombre de places dans les ENS que quand j'y suis entrée, alors que les effectifs étudiants -- autant dans les universités que dans les classes prépas -- avaient explosé.

Donc ce concours, qui n'a jamais été facile, était devenu encore moins accessible, ce qui est un facteur bien connu de discrimination sociale. Ceux de ma génération se souviendront également de tout un réseau d'aides qui avait déjà sombré

corps et biens à la fin des années 70 : les élèves des écoles normales primaires étaient pris en charge par l'État dès la seconde, et les meilleurs d'entre eux pouvaient aussi obtenir une bourse pour poursuivre leurs études en prépa. Et il y avait aussi les IPES, qui permettaient, pour ceux qui réussissaient ce concours, de toucher un salaire dès la deuxième année d'Université. Beaucoup de Khâgneux étaient anciens normaliens primaires ou Ipésiens, et la plupart des admissibles non-reçus à l'ENS avaient également droit, comme « lot de consolation », à ces fameux IPES, qui leur permettaient de poursuivre leurs études en faculté dans de bonnes conditions.

Bref, ces étudiants, qui avaient été aidés par l'État, l'avaient vécu comme un chance, et étaient heureux de devenir enseignants, même si le travail devenait de plus en plus dur, pour une rémunération globalement inférieure à ce qu'ils auraient pu espérer, à compétences égales, dans le secteur privé ou dans d'autres domaines d'activités. Maintenant les aides ont disparu, ou ne sont accordées que très tardivement au niveau du doctorat, ce qui fait que beaucoup d'étudiants de familles modestes sont exclus d'office. C'est ce que je vis dans mon quotidien de professeur de fac, où l'obligation d'exercer un « petit boulot », est un grave handicap pour des étudiants qui pourraient être brillants.

C'est pourquoi, l'évolution que connaît la pratique de l'École me laisse perplexe. Il y a les « élèves normaliens » et les « étudiants ou auditeurs », qui suivent les mêmes cours, et je suis d'accord qu'il serait profondément injuste de dire qu'il y a une différence de niveau intellectuel entre les deux. Mais il y a par contre une différence administrative et matérielle capitale : les élèves sont fonctionnaires-stagiaires, ont un salaire et cotisent pour la retraite, ce dernier élément n'étant pas dépourvu d'importance en ces temps d'allongement de la durée de l'activité. Par contre les étudiants ont dû se débrouiller seuls pour financer leurs études.

Bref, le nombre d'étudiants en France a considérablement augmenté, et la proportion de ceux qui sont brillants est peu ou prou la même. Ne serait-il donc pas logique que les places d'élèves fonctionnaires augmentent en proportion voire un peu plus, vu l'inexistence d'autres systèmes d'aides comparables à ceux offerts par les Écoles Normales ou IPES du temps jadis ? Est-ce que cela ne devrait pas être une REVENDICATION PRIORITAIRE de l'Association des anciens élèves ?

Et puis, quid du métier d'enseignant ? La France n'a-t-elle pas plus que jamais besoin que les plus brillants de ses esprits consacrent leurs talents à la tâche prioritaire d'améliorer la qualité du système éducatif, de la maternelle à l'Université ? D'ailleurs, puisque maintenant les professeurs des écoles sont formés à bac + 5, ne serait-il pas légitime qu'ils aient aussi leur place dans nos Écoles en tant que fonctionnaires-stagiaires ? Quid également de la formation des maîtres à Normale Sup ? À la lecture des bulletins, j'ai l'impression qu'elle se réduit, comme au temps jadis, à la préparation à l'agrégation, une agrégation qu'on envisage simplement comme une « assurances tous risques », au cas où, par la faute de la crise économique, on se trouverait réduit à enseigner dans le secondaire.

Et je terminerai par une question qui paraîtra provocatrice à certains : est-il légitime que ces étudiants privilégiés que sont les normaliens, salariés avec l'argent du contribuable, visent principalement une carrière dans le privé, voire y soient encouragés ?

Ces idées n'engagent que moi, bien sûr, encore que je sais que quelques autres les partagent. J'espère en tout cas qu'elles serviront à engager un débat.